

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Hibbs, Douglas A. Jr. *The Political Economy of Industrial Democracies*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1987, 338 p.

par Alain Noël

Études internationales, vol. 20, n° 2, 1989, p. 437-439.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702506ar>

DOI: 10.7202/702506ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

talistes développés et les pays socialistes, l'internationalisation des capitaux d'origine non américaine, les rapports interimpérialistes, et la politique des grands États exportateurs de capitaux, auraient dû être discutées. La complexité du capitalisme y est tout entière, d'où l'intérêt de la dimension théorique du problème de son internationalisation et de l'impérialisme. Le paradigme opposant une bourgeoisie mondiale à une classe ouvrière mondiale n'est pas, à l'étape actuelle, opérationnel pour l'un ou l'autre de ces deux camps. En réalité, l'ouvrage n'explicite pas les mécanismes concrets de l'internationalisation du capital. L'accent y est surtout mis sur l'extension et l'approfondissement des luttes ouvrières à l'échelle mondiale, la production transnationale étant perçue de très haut comme donnée de base, nécessaire mais unidirectionnelle et transparente.

Un dernier mot, adressé à l'éditeur : offert à \$ 37,95, ce livre est ironiquement au-delà des moyens de son principal personnage historique, le prolétariat.

Samir SAUL

*Département d'histoire
Université de Rennes-II*

HIBBS, Douglas A. Jr. *The Political Economy of Industrial Democracies*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1987, 338p.

« Pour des raisons que je n'ai jamais comprises », explique Douglas Hibbs en introduction, « les techniques statistiques et économétriques modernes ont longtemps été perçues comme porteuses d'un biais 'conservateur' et, en conséquence ont été vues comme incompatibles avec une approche de gauche... » (traduction de l'auteur, p. 2). Avec David R. Cameron, Michael Shalev, Adam Przeworski et quelques autres, Hibbs fait partie d'un groupe encore

restreint de politologues qui tentent de changer cette perception en utilisant de telles techniques pour étudier les conflits de classes dans les économies capitalistes avancées.

The Political Economy of Industrial Democracies regroupe les travaux les plus importants de Douglas Hibbs. Publiés dans une série d'articles parus depuis 1976, ces textes, déjà bien connus des spécialistes, portent sur les disparités internationales dans l'activité de grève, sur l'impact électoral du chômage et de l'inflation, de même que sur les déterminants sociologiques et économiques du vote. Les articles sont présentés sans modifications, dans un ordre à peu près chronologique. Certains, qui ont été sérieusement débattus, ont un peu vieilli, mais dans l'ensemble ils demeurent encore très utiles, d'autant plus que leur regroupement et l'inclusion de notes de recherche moins accessibles permettent de mieux comprendre la cohérence de l'ensemble.

Le thème central de tous ces articles, c'est le caractère de classe des interventions de l'État dans l'économie. Hibbs montre non seulement que les choix de politiques influencent chaque classe de façon spécifique mais également que les individus perçoivent ces différences et votent en conséquence. Les politiques économiques constituent donc un enjeu central dans les économies capitalistes avancées puisqu'elles reflètent les clivages majeurs qui divisent ces sociétés.

Le chômage et l'inflation, en particulier, apparaissent comme des problèmes que chaque classe perçoit de façon spécifique. La logique économique suggère que les épargnants, les employeurs et ceux qui ont des emplois stables craignent surtout l'inflation alors que les emprunteurs, les travailleurs et ceux qui ont des emplois plus précaires s'inquiètent d'abord du chômage. De fait, les hommes d'affaires de-

mandent en général des politiques assurant la stabilité des prix, alors que les syndicats insistent plutôt sur le plein-emploi, et la même différence de priorités distingue les partis de droite des partis de gauche (pp. 295-296). Mais qu'en est-il de l'électorat dans son ensemble? Les électeurs perçoivent-ils leurs intérêts économiques de façon adéquate? Sont-ils en mesure de faire valoir ces intérêts à travers leurs choix politiques? Et encore, la politique partisane finit-elle par avoir un impact sur l'économie? À toutes ces questions, Douglas Hibbs répond par un oui prudent.

D'abord, il souligne la correspondance entre les perceptions économiques des électeurs et leurs intérêts. À l'aide d'enquêtes réalisées aux États-Unis et en Grande-Bretagne, Hibbs montre que pour tout l'après-guerre, de solides majorités ont fait du chômage, et non de l'inflation, leur priorité. Ce choix découle directement de la position sociale de la majorité des répondants puisque ce sont les salariés à faible et moyen revenu qui se préoccupent du chômage, alors que les plus riches s'inquiètent surtout de l'inflation (pp. 294-295).

Ces priorités sont rationnelles puisque, comme le souligne Hibbs, les effets sociaux d'une inflation anticipée sont marginaux, tant en termes de salaires réels que de distribution des revenus, alors que le chômage affecte directement une proportion significative de la population (surtout si l'on tient compte du chômage des parents, amis ou voisins) (pp. 123-125). Elles contredisent toutefois l'assertion, courante chez les économistes et les politiciens, selon laquelle le public a une aversion irrationnelle pour l'inflation et en fait la cible prioritaire. Le président Ford reprenait cette idée courante, qui n'est qu'une rationalisation des priorités de la droite, lorsqu'il disait, en 1976, qu'après tout, le chômage n'affecte que 8 % de la population

alors que l'inflation en affecte 100 % » (p. 119).

L'évaluation somme toute assez juste que font les électeurs de leur situation se traduit également par des choix électoraux conséquents. Pour étudier les facteurs déterminant le vote, Hibbs utilise une analyse multivariée et tient compte des conditions économiques non seulement avant l'élection mais aussi pour une longue période la précédant (le poids donné aux conditions économiques passées diminuant avec le temps). Une telle procédure lui permet de mettre en doute les modèles trop simples du cycle politico-économique, modèle qui accordent beaucoup d'importance à la situation économique précédant immédiatement l'élection. De fait, c'est la performance économique d'ensemble, et non la situation immédiate, qui influence les électeurs. Tant aux États-Unis qu'en Europe, ceux-ci votent pour le parti qui semble le plus à même de répondre à leurs exigences, c'est-à-dire pour le parti qui s'occupe de leurs priorités économiques (pp. 162-163).

Mais si la majorité des électeurs se préoccupe surtout de l'emploi et de la croissance, comment des partis qui font de la lutte à l'inflation un absolu ont-ils pu s'imposer si clairement ces dernières années? Douglas Hibbs ne répond pas directement à la question puisqu'au moment où il publiait les articles repris dans ce volume, à la fin des années soixante-dix, des politiques déflationnistes qui créeraient délibérément un chômage élevé apparaissaient encore comme impossibles politiquement (p. 113). Mais son analyse contient plusieurs éléments pour expliquer le « virage à droite » des années quatre-vingt.

Jusqu'aux années soixante-dix, la croissance et l'emploi sont demeurés prioritaires et les partis de droite se gardaient bien de remettre ouvertement en cause ses objectifs (p. 312). Ce qui a changé par la suite, ce sont moins les électeurs ou les

partis que le contexte. Les années soixante-dix ont marqué l'échec des politiques économiques traditionnelles. Les électeurs, qui fondent en bonne partie leur vote sur une évaluation rétrospective de la situation économique, ont alors changé leurs allégeances pour élire, dans plusieurs pays, de nouveaux gouvernements. Il ne s'agissait toutefois pas nécessairement d'un virage à droite de l'électorat. De fait, ce sont les politiques déflationnistes de Carter que l'électorat américain rejetait en élisant Reagan. En poursuivant dans la même direction jusqu'en 1982, Reagan courait vers une défaite certaine (p. 185). Ce n'est qu'en changeant pour une politique monétaire moins restrictive et en pratiquant une politique de relance par le déficit que le nouveau président a pu garantir sa réélection. Les sondages montrent que l'électorat n'a été que peu influencé par les mots d'ordre de la droite sur la morale et l'État (pp. 176-177). Les objectifs de la majorité des électeurs sont demeurés les mêmes: croissance et lutte au chômage. Les Républicains, comme les Socialistes de Mitterrand en France, ont profité des échecs du gouvernement précédent à cet égard (le cas de Thatcher, qui n'est pas discuté dans le livre, s'explique probablement en termes similaires).

Finalement, Hibbs montre que les partis portés au pouvoir par les électeurs ont effectivement un impact sur l'économie. L'impact des partis est observable dans chaque pays et, encore plus, lorsque différents pays sont comparés. Les pays où les partis de gauche ont prédominé, en particulier, présentent un bilan supérieur. Tant l'inflation que le chômage y sont demeurés à de bas niveaux, ce qui montre que le choix se fait moins entre deux maux qu'entre des politiques valables et d'autres qui le sont moins (pp. 300-301). L'incidence et la durée des grèves sont également beaucoup moins élevées dans le pays où la gauche est forte (p. 68).

Le livre de Hibbs contient beaucoup plus que ce qui peut être discuté dans une brève recension. Il inclut en particulier l'étude bien connue de l'auteur sur les grèves ainsi qu'une excellente analyse de l'impact du syndicalisme sur les salaires et l'inflation.

Quoi qu'il en soit, en réunissant ainsi des articles publiés depuis quelques années, *The Political Economy of Industrial Democracies* nous permet de revenir sur d'excellentes analyses ponctuelles et, surtout, d'en percevoir la cohérence. Une vision précise de la politique se dégage en effet de l'ensemble des travaux présentés dans le livre. L'électeur y apparaît ni comme un borné qui s'aligne pour de bon et cesse de réfléchir après sa première élection, ni comme un dupe qu'une simple petite relance pré-électorale peut rallier, mais plutôt comme un individu somme toute assez conscient de ses intérêts et capable de traduire ceux-ci en choix politiques conséquents. La gestion politique de l'économie ne constitue assurément pas le seul enjeu d'une élection, mais elle pèse lourd et ses effets sont significatifs. Ce sont les conflits sur ces questions qui, indirectement, situent les divisions de classes au coeur du débat électoral.

Alain NOËL

*Département de science politique
University of Alberta, Canada*

INOTAI, András. *Regional Integrations in the New World Economic Environment*, Budapest, Akadémiai Kiado, 1986, 293p.

La littérature spécialisée à propos de l'intégration régionale a surtout été développée de 1960 à 1975. La production intense de l'époque allait de pair avec l'émergence et le développement de nombreux processus d'intégration régionale en Euro-